

GENDARMERIE

D'anciens hauts cadres sous pression

De nouvelles données enregistrées dans ce qu'il est convenu d'appeler «l'affaire» des changements opérés par le Président Bouteflika dans des institutions sensibles pourraient éclairer davantage sur la véritable raison de certains départs.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ainsi, a-t-on appris, une perquisition a été opérée lundi au domicile de l'ancien inspecteur général du Commandement de la Gendarmerie nationale, le général Abdelaziz Chater, relevé de ses fonctions en juillet dernier, ce qui laisse ainsi entendre que la décision de le remplacer ne serait pas uniquement liée à un besoin de renouvellement ou rajeunissement de ce corps.

A l'époque, des informations diffuses noyées dans la somme d'événements qui ont marqué l'été (affaire de Zéralda, limogeages en série de généraux détenteurs de postes-clés dans le pays) laissaient entendre que l'éviction du général Chater pourrait être liée à un dossier relatif à l'exploitation de carrières de sable notamment.

Il faut savoir d'abord que les lois en vigueur attribuent en effet au ministère de l'Industrie et des Mines le pouvoir exclusif de délivrer ces permis permettant le travail d'extraction et transport du sable ou gravier des carrières lesquelles se situent en général dans

le milieu rural ou dans des zones retirées de la concentration urbaine si elles venaient à se situer en ville. Et c'est à la gendarmerie qu'incombe la surveillance de la conformité des papiers de l'exploitant.

Or, et selon les informations dont nous disposons, une enquête justement liée à ce dossier a fait ressortir une série d'irrégularités et d'entraves flagrantes à la loi puisqu'il s'est avéré que plusieurs carrières se trouvaient sous la coupe de personnes ne détenant pas de permis d'exploitation. Et c'est bizarrement au moment où les enquêteurs ont abouti à ces résultats que la décision de relever l'inspecteur général du Commandement de la Gendarmerie nationale a été prise et annoncée publiquement. Le général Abdelaziz Chater a été relevé de ses fonctions en même temps que onze colonels et trois autres généraux de la Gendarmerie nationale sur ordre du chef d'état-major de l'ANP, le général Gaïd Salah dont dépend également le corps de la gendar-



Photo : DR

merie. Quelque temps après, et alors même qu'il venait d'être promu général de corps d'armée, le plus haut grade de l'ANP auquel très peu d'officiers ont accédé, le général Boustila était à son tour écarté de sa fonction.

En raison de l'enquête diligentée autour de l'exploitation des carrières ? La concomitance des faits peut laisser perplexe mais pour certains, elle pousse l'interrogation plus loin puisque le départ de Boustila est

intervenu également dans un contexte politique très flou marqué par l'affaire de Zéralda. Comment l'en dissocier ? Les coups de feu entendus dans la résidence présidentielle dans la nuit du 16 au 17 juillet dernier, la condamnation à trois ans de prison du jeune lieutenant à l'origine des tirs, les limogeages en série qui ont bouleversé l'ANP, le DRS, la dissolution du GIS, les arrestations de deux généraux dont l'affaire est perdue de

vue et le départ du chef suprême des renseignements spéciaux d'Algérie, le général Toufik, sont autant d'éléments qui ont précédé tous les départs opérés et dans lesquels le général Boustila s'inscrit inévitablement.

Des informations en cours depuis quelques jours affirment en tout cas que ce dernier a été à son tour interdit de sortie du territoire national. Etant malade, le général Boustila avait pour coutume de se rendre à l'étranger pour y subir des soins médicaux. Mais l'argument de sa maladie n'a cependant pas satisfait les auteurs de la décision de l'empêcher de quitter le territoire national qui l'auraient ainsi orienté vers une commission médicale chargée de vérifier son état...

Il y a quelques jours, le général Mejdoub, ex-patron de la sécurité présidentielle, avait été lui aussi empêché de quitter le territoire national après avoir été entendu par la justice militaire au sujet de l'affaire de Zéralda.

Le jugement, trois années de prison prononcées contre le lieutenant incriminé dans ce dossier, n'a visiblement pas satisfait les autorités concernées lesquelles ont manifestement décidé de pousser les investigations plus loin.

A. C.

APN

L'opposition crie au scandale

L'opposition, celle siégeant à l'APN, crie, une fois de plus, au piétinement du règlement intérieur de la Chambre basse du Parlement, avec, notamment, affirme-t-elle, «le passage outre le quorum des députés présents rarement atteint».

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Comme ce fut le cas, selon elle, hier, à l'occasion de l'installation des neuf nouveaux vice-présidents et les présidents et les rapports des commissions dans le sillage du renouvellement des structures de l'Assemblée. «A peine s'il y a 150 députés présents», soutient, en effet, le nouveau président du groupe parlementaire de l'Alliance de l'Algérie verte (AAV) composée du MSP, de Nahda et d'el- Islah.

Pour Abderrahmane Benferhat, c'est «la seconde fois de suite que le règlement intérieur de l'Assemblée, notamment ses articles 12 et 13, est foulé aux pieds en ce sens, selon lui, que le président de l'Assemblée n'a pas invité les représentants des groupes parlementaires en vue d'un accord au sujet de la répartition des postes de vice-président et ce, précise-t-il, malgré une correspondance qui lui a été adressée le 14 septembre dernier lui rappelant l'impérative application du règlement intérieur, notamment son article 13 en sus d'une réunion avec lui en personne».

De ce fait, le groupe parlementaire de l'AAV, selon son chef, fait porter à Mohamed-Larbi Ould Khelifa «toute la responsabilité de la non-application de l'article 13 du règlement intérieur et au groupe parlementaire majoritaire, celui du FLN, la responsabilité morale pour ne l'avoir pas respecté».

Pour Benferhat, le retard accusé dans l'installation des structures de l'Assemblée nationale, quelles que soient les raisons avancées, «diminue du droit constitutionnel de l'APN en matière de temps suffisant à l'étude approfondie du plus important projet

de loi, en l'occurrence le projet de loi de finances 2016».

Ce qui a amené le groupe parlementaire du triumvirat islamiste à boycotter cette séance d'installation des nouveaux vice-présidents de l'APN, tout comme ce fut le cas de ceux du FFS, du PT, du Mouvement de l'édification nationale issu d'une dissidence d'avec le Front du changement et du FJD. Le chef du groupe parlementaire du parti que préside Abdallah Djaballah fait remarquer que le quorum nécessaire à la validation de cette séance plénière est loin d'être atteint. D'où «le retard de près d'une

heure 30 minutes par rapport à l'horaire prévu pour cette cérémonie». Et puis, ajoute-t-il, «le président de séance s'est juste contenté de soutenir que le quorum est atteint sans annoncer le nombre des députés présents».

En effet, la séance prévue à 10h n'a été entamée que vers 11h30 minutes en l'absence des députés du FFS, de l'AAV, du PT, du FJD et de nombreux députés du FLN. Un scénario presque similaire à celui ayant prévalu l'année dernière, induit par le large mécontentement au sein du groupe parlementaire du vieux front lors de l'opération de

vote effectuée, il y a quinze jours de cela, pour élire les représentants du parti dans les structures de l'APN.

Lakhdar Benkhellaf soutient, par ailleurs, avoir interpellé par courrier le président de l'APN sur une autre «anomalie». Selon lui, certaines primes perçues par les députés comme celle de l'hébergement ou encore celle du téléphone ne figurent pas sur leurs fiches de paie. Ce qui veut dire que «ces primes échappent à toute imposition» et ce, «au moment où l'on parle d'austérité et de rationalisation des dépenses».

M. K.

OPÉRATION DE BAGHLIA

L'un des terroristes abattus était «émir» de seriate et fils de terroriste

Les fellahs, particulièrement les vigneron de la plaine de Sidi-Daoud-Baghlija, dans le bassin du Bas-Sebaou, sont satisfaits. Ils nous l'ont confié.

Une partie du groupe terroriste affilié à la katibat El Ansar laquelle fait partie d'Aqmi, ce même qui les rackettait, a été partiellement décimée mardi matin.

Trois terroristes ont été, en effet, éliminés au village de Benhamza, à environ 3 kilomètres au nord de la ville de Baghlija, dans l'est de la wilaya de Boumerdès. Les forces de sécurité ont, rappelons-le, récupéré des fusils automatiques de type kalachnikov, des munitions et des téléphones portables.

Nos sources nous ont communiqué les identités des djihad-

distes éliminés. Il s'agit de Hamek Oussam, natif de Sidi-Daoud dans la daïra de Baghlija, fils de terroriste. Il est âgé d'une trentaine d'années et est monté au maquis en 2006 en compagnie de son cousin qui a été éliminé il y a 3 ans par les services de sécurité.

Nos sources nous ont indiqué que Hamek Oussam faisait fonction d'émir de seriate au moment de son élimination. Son père Hamek Noureddine, alias Kaâkaâ, était terroriste et faisait partie des premiers à rejoindre le maquis de Bouberek (Sidi-Daoud) avant son élimination en

2007 par les forces de l'ordre. Le second terroriste éliminé ce mardi est Ouguenouni Dahmane, âgé de 27 ans. Il est natif du village agricole situé à la périphérie de la ville de Baghlija. Mesrour Belkacem, 32 ans, originaire de Assouaf, dans la commune de Dellys, monté au maquis il y a environ 8 ans, est le troisième terroriste neutralisé.

Après une longue accalmie, les terroristes ont pris le risque de se rapprocher de la plaine mais pour subir un revers. Une chose les a attirés. Comme ils savent que les vendanges tirent à leur fin dans la région de Boumerdès, ils savent aussi que les fellahs encaissent l'argent des récoltes.

La nuit tombée, ils font des descentes pour prélever de force

la dîme islamique. De plus, ils ont leurs larbins qui pillent le sable à partir de oued Sebaou et des plages situées dans le triangle d'or entre Sidi-Daoud-Baghlija-Dellys. L'oued Sebaou et les plages citées sont de véritables caisses rentières pour les éléments de la katibat ou de ce qui reste de cette phalange.

Des sommes se comptant par milliards sont en jeu. Tapi dans l'ombre, Hamad Djamel, qui a déserté les rangs de l'ANP avant de monter au maquis en 1994, est devenu un petit seigneur de guerre et gère ce pactole en utilisant comme chair à canon de petits malfrats recrutés dans des bourgs et poches de pauvreté.

Abachi L.